

Résolution sur la crise en Europe et les relations avec l'Arménie

Approuvée par le Conseil Central à Erevan le 7 juin 2013

Le 7 juin 2013, le Conseil central de la Ligue européenne de coopération économique (LECE) s'est réuni à Erevan, en Arménie, à l'invitation du nouveau comité arménien de la LECE.

Le Conseil a, après présentation du dossier, apporté son soutien aux négociations en cours en vue de la conclusion d'un accord d'association (AA), prévoyant notamment la création d'une zone de libre-échange approfondie et complète (ZLEAC), entre l'Union européenne et l'Arménie. Le Conseil a encouragé le comité arménien ainsi que les autres comités nationaux de la LECE à sensibiliser leurs membres, et le secteur privé en général, sur les opportunités que cet AA offrira pour le renforcement de l'intégration économique entre l'Europe et l'Arménie. Le Conseil a exprimé l'espoir que cet accord permettra à l'Arménie de rétablir, malgré un contexte géostratégique difficile, des échanges commerciaux au-delà de frontières toujours fermées à l'heure actuelle.

Concernant la crise financière, économique, sociale et politique qui frappe actuellement l'Union européenne, le Conseil a appelé les autorités nationales et européennes à faire un meilleur usage de l'arsenal actuellement disponible au niveau de l'Union et à créer de nouveaux instruments, comme ceux proposés par le président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, dans son rapport intitulé « Vers une véritable union économique et monétaire ». L'application, également au niveau de l'UE, du principe « more for more » devrait notamment permettre à l'Union d'apporter davantage de soutien aux États membres qui mettent en œuvre des réformes structurelles plus profondes.

Le Conseil craint que, sauf révision majeure, la proposition de cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 ne donnera pas aux institutions européennes les moyens suffisants pour mettre en place la stratégie économique « Europe 2020 », qui vise à promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive. Une meilleure hiérarchisation des priorités, via une révision des propositions de dépenses, combinée à une promotion active du principe de subsidiarité permettrait d'atteindre cet objectif.

Pour sortir de la crise, l'UE a besoin de plus de leadership et de plus de démocratie, ce qui implique une plus grande participation des parlements nationaux et du Parlement européen et, d'une manière plus générale, une réduction du fossé entre les institutions européennes et la société civile. Un pas important pourrait être franchi si le futur président de la Commission européenne était désigné sur la base de la majorité issue des prochaines élections européennes.

<
